

, juillet 2011

Consultation sur la taxation des biens et services à bord

- résumé de la contribution de
à la consultation publique -

Contact :

Executive summary :

La Commission européenne doit établir un rapport sur l'avancée de la procédure de mise en œuvre de la directive 2006/112 pour un système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

La taxation de la vente de biens et services à bord faisant partie de cette mise en œuvre, la Commission européenne a demandé au cabinet Pricewaterhouse Coopers d'organiser une consultation publique afin de recueillir toutes les informations des parties prenantes pour clarifier les pratiques de taxation pour la vente de biens et services à bord des trains, avions et bateaux. Les informations recueillies par le cabinet seront transmises à la Commission européenne fin août 2011.

reçoit positivement cette consultation publique dont le résumé de la position est le suivant :

préconise le scénario n 5 (« policy option 5 ») qui implique de garder le système de taxation actuel des biens et services à bord. Il s'agit de la possibilité **d'exonérer les biens et services consommés à bord** (tels que mentionnés dans l'article 37-3 de la directive 2006/112), avec la possibilité de déduction sur les achats en amont du service de transport. Les exonérations concernent les biens et services vendus à bord d'un bateau, d'un avion ou d'un train **dans un voyage intra-EU ou international**.

En effet, ce principe d'exonération permet **un traitement à la fois souple et adapté aux particularités du secteur** des transports et du voyage et est **adapté aux faibles volumes et marges de cette activité**. Enfin, ce système ne présente ni de distorsion à la concurrence (par rapport au lieu d'établissement ou aux trajets) ni de charges administratives disproportionnées.

ne soutient pas les autres scénarios (« policy options ») car elles impliquent des situations qui seraient **défavorables à la vente de biens et services à bord**. Par exemple :

- 1) Dans un train effectuant un trajet international, il serait impossible par exemple d'appliquer le taux de TVA en fonction du lieu de consommation dans un train effectuant un trajet international, pour des raisons commerciales, mais aussi pratiques (différence de prix au sein d'un même trajet, en fonction des règles nationales appliquées par les pays traversés).
- 2) Une taxation basée sur le lieu d'établissement du prestataire ne serait qu'un encouragement pour sous-traiter à des pays appliquant des taux réduits voire en dehors de l'Union européenne.